

qu'ensuite nous les serrerons de plus près jusqu'à ce que nous contrôlions l'agriculture, pour qu'elle devienne efficace, forte et concurrentielle.

M. Danforth: Concurrentielle, mais avec quoi?

M. Bigg: Y a-t-il dans ce bill une disposition qui permette au producteur d'envisager une situation plus confortable, car c'est lui, en définitive, qui produit les denrées. Sera-t-il intérieurement heureux? Sera-t-il mieux alimenté? Je sais qu'il peut faire vendre ses œufs à tant la douzaine, mais je sais aussi que bien des cultivateurs se soucient assez peu de l'argent qu'ils apportent à la maison; ce qu'ils veulent plutôt, c'est de pouvoir mener leurs propres affaires et vivre sur leur terre. Certains travaillent plus fort et pour une rémunération moindre que beaucoup de ceux qui leur prêchent la force, l'efficacité et des méthodes concurrentielles.

Ces agriculteurs ont répondu à l'invitation et ils attendent que nous leur disions quand leurs efforts seront récompensés. Ils nous demandent: «Quand pourrons-nous rembourser les prêts que vous nous avez accordés depuis dix ans?» Ils s'adressent à nous, les députés de l'opposition, autant qu'à ceux d'en face. Ils nous disent: «Vous nous avez accordé des prêts considérables. A une certaine époque, ils ne commandaient qu'un intérêt de 5 p. 100, mais aujourd'hui, l'intérêt est de 9 ou 10 p. 100.» Nous avons encouragé ces fermiers à emprunter de l'argent et maintenant ils veulent savoir comment ils vont le rembourser; ils veulent devenir forts, efficaces et concurrentiels au-delà de toute expression. Nous voyons maintenant s'entasser des montagnes de blé. Nous avons extrait des phosphates du sol et nous avons obligé les Prairies à produire plus de grain que mon père et mon grand-père ne croyaient possible de faire pousser sur ces plaines arides.

Et voilà maintenant que le gouvernement vient leur dire, d'un air bienveillant, que tout ce qu'il leur reste à faire c'est de remettre tout cela entre ses mains. Les cultivateurs doivent faire ce qu'on leur dit sans être le moins du monde représentés à ce conseil et tout ira sur des roulettes. Ils n'en croient rien. Je ne trahirais aucun secret en disant que d'aucuns, que je considérerais comme des socialistes, sont profondément bouleversés par certains aspects de ce bill. Ils assurent qu'il va trop loin. Une mesure socialiste peut présenter des avantages, disent-ils, mais celle-là va trop loin. Ils sont parmi les critiques les plus déclarés des pouvoirs dictatoriaux accordés par ce bill.

Je dois dire avoir été agréablement surpris de constater que le gouvernement ne peut

nous faire avaler cette pilule en l'enrobant d'un peu de sucre rose dessus. Le sucre est d'un rose vif. Le socialisme ne fait rien de plus qu'offrir aux gens un raccourci pour éviter les responsabilités, et le paradis à la fin de leurs jours. Tout ce que le cultivateur veut c'est qu'on agisse loyalement envers lui, ici-bas et maintenant. Il veut avoir un mot à dire dans l'administration de ses propres affaires. J'ai constaté que les cultivateurs sont très capables, raisonnables, forts, efficaces et qu'ils savent soutenir la concurrence quand on leur en donne la moindre chance. Il est très difficile d'aller leur dire: «Produisez et nous vendrons.» Le ministre répondra peut-être qu'il n'a pas dit ça. Je sais qui l'a dit; je pensais alors comme lui, et je pense encore qu'une politique de vente dynamique, qu'une politique internationale dynamique de collaboration universelle, reposant sur la banque alimentaire mondiale et la distribution des richesses internationales et ainsi de suite, offre probablement une solution plus satisfaisante que toute autre formule.

Ce que je voudrais vous faire comprendre c'est que pour le repos de son esprit, il est essentiel qu'un homme soit maître de son destin. Je n'aime pas que l'on dore la pilule pour le priver d'une chose d'une valeur inestimable. Cela me fait penser à Ésaü vendant son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. L'agriculteur ne tient pas tellement à cette mesure législative, même si vous lui offrez le prix d'un paiement à l'acre ou un prix garanti pour deux ou trois ans pour ses porcs. Cela revient, à ses yeux, à vendre pour une chanson le droit d'être maître chez lui durant toute sa vie et durant celle de ses enfants. Tout ce qu'il demande, c'est de pouvoir diriger lui-même ses affaires, comme le fait de nos jours n'importe quel professionnel. Le dentiste mène sa barque et le médecin aussi. Les enseignants savent très bien se grouper entre eux. Nos syndicats contrôlent presque entièrement le marché du travail. Je ne préconise pas une société agricole fermée. Je dis au gouvernement, ne leur garantissez jamais la totalité du marché, même dans les meilleures conditions qui soient.

Qu'un agriculteur élève des volailles ou des vœux parce qu'il le veut bien, c'est cela que je demande. Il ne tient pas à recevoir des ordres d'un gouvernement, mais pouvoir s'acheter une acre de terre, traire sa vache et se mêler de ses affaires, voilà ce qu'il désire. Si les agriculteurs veulent l'aide et le contrôle du gouvernement dans le domaine des ventes, qu'il y ait un minimum de dictature de la part du gouvernement et un maximum de collaboration. Ils ont le droit de le demander, car les agriculteurs de nos jours ne sont plus d'ignorants péquenauds.